
Antiféminismes

Editorial

Antiféminisme, masculinisme, mouvement des «incels», offensives contre le genre, transphobie... les attaques contre les droits et revendications des femmes et des minorités de genre sont devenues un sujet brûlant d'actualité. Le phénomène n'a pourtant rien de nouveau et la presse européenne s'en faisait déjà l'écho dès les dernières décennies du XIX^e siècle. La recherche historique a toutefois mis du temps à s'emparer de cet objet d'étude. En 1991, le livre de la journaliste féministe Susan Faludi, *Backlash. The Undeclared War Against Women*, qui analyse l'ampleur de la réaction antiféministe aux États-Unis durant les années Reagan, montre la nécessité d'étudier le phénomène décrit comme un «retour de bâton».¹ Dans les espaces francophone et germanophone paraissent alors les premières études qui replacent le phénomène dans une perspective historique.²

Trente ans plus tard, c'est à nouveau l'actualité politique qui favorise un regain d'intérêt pour ces questions dans le monde de la recherche. Le travail de veille bibliographique mené par nos collègues du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) révèle en effet une nette augmentation de la production dès les années 2000, qui ont connu un vaste déploiement de l'antiféminisme sur le web 2.0, et un pic à la suite de la première élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2016.³ Face à l'ampleur des attaques contre les droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre, nous ressentons nous aussi le besoin d'analyser, pour mieux les contrer, ces mobilisations qui touchent aux droits fondamentaux en termes d'égalité. Dans *Femmes sous surveillance*, paru en 1958, Iris von Roten alertait d'ailleurs sur le fait qu'«Il suffit d'un pas en arrière pour raviver une situation dont on croyait que le mouvement des femmes était définitivement venu à bout».⁴ Ce numéro se veut d'abord une contribution à la recherche historique sur le phénomène, qui reste encore peu développée en Suisse. L'enjeu consiste cependant aussi à défendre notre discipline, puisque l'antiféminisme attaque le concept de genre, un outil essentiel en sciences humaines. Or, nombreux sont les appels politiques, mais aussi académiques,⁵ qui délégitiment explicitement la recherche portant sur les thèmes liés au genre et, plus largement

sur des enjeux de justice sociale, qualifiés désormais de «wokistes» par les polémistes conservateurs.⁶

Identifier l'antiféminisme

Si l'antiféminisme désigne au sens strict et littéral l'opposition aux mouvements des femmes, il doit se comprendre plus largement comme une forme d'«hostilité à l'émancipation des femmes».⁷ Ainsi, pour Michèle Perrot, il «accompagne comme son ombre» l'effort de libération des femmes et «s'articule au féminisme dont il se voudrait l'antidote et la conjuration».⁸ En ce sens, l'antiféminisme est un contre-mouvement, qui surgit brutalement à la fin du XIX^e siècle, en réaction à la «première vague» féministe.⁹

La définition du terme «féminisme» entendue comme une aspiration à l'émancipation avait mis un certain temps à s'imposer: en français, il faut attendre que la suffragette Hubertine Auclert se qualifie de féministe en 1882 pour que le terme, qui désignait jusque-là une féminisation pathologique des hommes,¹⁰ prenne désormais ce sens.¹¹ L'antiféminisme se laisse quant à lui plus aisément nommer et ce sont les premières concernées qui identifient comme tel ce contre-mouvement. Parmi elles, Jeanne Chauvin, deuxième femme en France à obtenir un doctorat en droit (1892), qui se voit en 1897 refuser l'autorisation d'exercer son métier d'avocate. Elle publie alors cette même année un article dans *La revue blanche*, une revue littéraire et artistique, pour qualifier d'antiféministes les positions de ceux qui s'opposent au féminisme, et plus particulièrement à l'accès des femmes à toutes les professions.¹² Le terme se diffuse également au tournant du siècle dans l'espace germanophone. En 1902, la féministe allemande Hedwig Dohm publie un ouvrage qui fera date: *Die Antifeministen. Ein Buch der Verteidigung*.¹³ Bien que son écriture soit extrêmement polémique, elle ne la perçoit pas comme une attaque dirigée contre les hommes, mais plutôt comme une critique lucide et acérée des idéologies antiféministes. Elle souligne qu'il s'agit bien de s'en prendre aux idées et non aux personnes.

Ce sont donc les féministes qui en premier nomment le contre-mouvement qui s'oppose aux avancées – réelles ou craintes – des droits des femmes, et qui le distinguent ainsi de la misogynie en désignant son caractère politique. La recherche académique, tant en histoire que dans les autres sciences sociales, a poursuivi cette approche en s'appuyant largement sur la théorie des contre-mouvements pour analyser le phénomène. Aujourd'hui, les études sur l'antiféminisme forment un véritable sous-champ de la recherche en histoire des femmes et des féminismes.¹⁴

Certains travaux historiques relèvent que l'antiféminisme peut se manifester de manière préventive.¹⁵ Il n'en reste pas moins que l'antiféminisme est une «catégorie relationnelle»¹⁶ qui se développe et doit donc être analysée en fonction de l'évolution des mouvements féministes. Ces dynamiques de «*backlash and response*» constituent l'un des plus grands défis de la recherche.¹⁷ À cet égard, nous pouvons formuler l'hypothèse que le déséquilibre de l'état des connaissances sur ce contre-mouvement, essentiellement étudié dans l'espace occidental,¹⁸ reflète le manque de plasticité du concept de féminisme, dont l'usage a longtemps résisté, voire résiste encore, à qualifier les pratiques pourtant réelles des mouvements des femmes dans les espaces (post-)coloniaux.¹⁹

Par ailleurs, de même qu'il n'existe pas *un* féminisme, l'antiféminisme peut revêtir lui aussi des formes multiples. Il est, à l'instar des autres mouvements sociaux, constitué de différentes tendances plus ou moins radicales, et plus ou moins liées les unes aux autres,²⁰ constitutives d'une «nébuleuse antiféministe».²¹ Ainsi, il est désormais courant de parler d'*antiféminismes* au pluriel pour souligner la grande hétérogénéité de ce contre-mouvement,²² à l'instar du titre que nous avons choisi pour le présent numéro. L'antiféminisme n'en représente pas moins un phénomène à part entière, qui se distingue de la misogynie, qui désigne la haine et le mépris à l'égard des femmes, ou du sexe, entendu comme une attitude discriminatoire envers le sexe opposé.²³ Le sexism, mais aussi la misogynie, sont toutefois consubstantiels à l'antiféminisme. Ils ont pour socle commun un système de pensée qui organise la société selon une ligne de partage entre un féminin et un masculin essentialisés, dont les rôles sont perçus comme distincts et complémentaires, dans un système fondamentalement patriarcal. Le féminisme représente ainsi une menace, puisqu'il remet en question cette catégorisation binaire et la hiérarchie sexuelle qui en découle. L'antiféminisme repose par ailleurs sur un ensemble de théories et de réertoires d'actions.²⁴ Ses tactiques sont extrêmement variées, et peuvent s'exprimer à différents niveaux, qu'il s'agisse de la sphère de l'intime,²⁵ du milieu étatique²⁶ ou juridique – un domaine dans lequel interviennent souvent les groupes de pères divorcés, comme le montre l'ouvrage d'Édouard Leport recensé dans ce numéro.²⁷ De l'usage de caricatures²⁸ ou de mèmes sur internet²⁹ aux attentats, comme celui contre les étudiantes de Polytechnique à Montréal en 1989,³⁰ en passant par le recours aux tribunaux³¹ ou les raids en ligne contre des féministes,³² les antiféministes ont montré au fil du temps leur capacité à s'adapter à de multiples terrains pour contrer les mouvements féministes.

La recherche a également identifié une autre grande tendance antiféministe, qui s'exprime avec le masculinisme, c'est-à-dire la défense des droits des hommes face à une société perçue comme féministe. S'il connaît aujourd'hui un nouvel essor, favorisé par la caisse de résonance que lui offre le web 2.0,³³

il s’inscrit pourtant lui aussi dans un temps long, puisqu’il apparaît dès la fin du XIX^e siècle.³⁴ S’appuyant sur un discours de «crise de la masculinité»,³⁵ qui postule que les hommes souffrent à cause des avancées des droits des femmes, les masculinistes prônent la domination patriarcale avec une vision extrêmement essentialisante des rôles de genre.³⁶ Bien que le terme soit construit en miroir à celui de féminisme, il serait erroné d’y voir son pendant: contrairement aux féministes, les masculinistes ne visent pas l’égalité et la justice sociales, mais cherchent plutôt à maintenir les priviléges masculins.³⁷

La grande plasticité des différentes formes d’antiféminisme rend parfois leur identification difficile, d’autant plus qu’elles s’appuient sur un ensemble de stéréotypes qui forment un «prêt-à-penser» largement répandu, que Francine Descarries a qualifié d’«antiféminisme ordinaire».³⁸ Dans sa contribution au présent numéro portant sur les débats au Conseil parlementaire allemand entre 1948 et 1949, qui débouchent sur l’inscription de l’égalité dans la nouvelle constitution fédérale, Anna Leyrer montre par exemple à quel point il est difficile d’identifier des lignes de partage entre féminisme et antiféminisme sans contextualiser précisément la manière dont les divers·es protagonistes conçoivent la notion même d’égalité.³⁹ D’ailleurs, les antiféministes se désignent rarement comme tel·le·s et nombreux·ses sont celles et ceux qui avancent masqué·e·s et emploient des désignations alternatives, comme alterféministes, hoministes ou encore pro-vie. Ces stratégies discursives, si elles parviennent parfois à brouiller les pistes, ne résistent toutefois pas à l’analyse de leurs buts politiques, à savoir leur opposition au féminisme et leur volonté de maintenir des inégalités structurelles fondées sur le genre.

Historiciser l’antiféminisme

Il reste délicat de déterminer des «vagues» d’antiféminisme – comme cela se fait parfois pour les mouvements féministes, sans qu’il n’y ait unanimité sur cette périodisation –,⁴⁰ même si, en tant que contre-mouvement, l’antiféminisme s’adapte aux combats principaux de son adversaire. Par ailleurs, la contribution de Benedikt Breisacher dans ce numéro souligne la continuité des discours antiféministes: selon lui, la rhétorique présente en République Fédérale d’Allemagne dans les années 1970 se base sur quelques arguments centraux qui dominent déjà dès la fin du XIX^e siècle et qui ont peu évolué entre-temps. Malgré la permanence des luttes politiques entre les sexes et certaines continuités discursives, on peut distinguer des fluctuations et des formes d’expression spécifiques à certaines périodes de l’histoire. L’antisuffragisme représente la première forme d’antiféminisme identifié par la recherche historique, et sans

doute la plus couverte. Particulièrement visible dans les démocraties occidentales, il a donné lieu aux premières organisations antiféministes structurées avec, par exemple, le Bund zur Bekämpfung der Frauenemanzipation en Allemagne, ou la National Anti-Woman Suffrage League en Angleterre.⁴¹ Le combat antisuffragiste, très actif dans des pays comme la France ou la Suisse, reste confiné au contexte de la démocratie masculine et ses manifestations tendent à disparaître une fois le droit de vote et d'éligibilité des femmes obtenu. L'antisuffragisme peut être vu comme une variante spécifique de l'antiféminisme conservateur, qui s'appuie sur une autorité supérieure – Dieu ou la nature – pour justifier les hiérarchies entre femmes et hommes. Ce conservatisme peut se trouver dans l'ensemble du spectre politique, la ligne de partage résidant ici moins dans le clivage politique «gauche-droite» que dans le rapport à l'ordre de genre.⁴² Entre la fin du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle, il s'exprime principalement, outre le débat sur le droit de vote des femmes, dans le domaine de l'éducation et de l'accès aux professions de prestige.⁴³

Après ces premiers combats, les antiféministes réorientent leur mobilisation en ciblant deux thèmes chers aux féministes dès les années 1970, à savoir la réforme du droit de la famille et les droits sexuels et reproductifs,⁴⁴ enjeux que nous développons plus en détail pour le cas suisse, ci-après. Depuis lors, les manifestations et mobilisations antiféministes ont encore évolué. Dès les années 1990 émerge une nouvelle forme d'antiféminisme qui s'exprime à une échelle plus globale et qui prend plus spécifiquement le concept de genre pour cible, dans le but de renverser la prétendue «théorie du genre» qui menacerait de détruire aussi bien la binarité des sexes que la famille.⁴⁵ Les attaques de ce mouvement, ainsi que leur défense d'une société hétéronormative et leur transphobie, incitent certain·e·s chercheur·euse·s à les classer dans le phénomène antiféministe,⁴⁶ même si le débat reste ouvert à cet égard.⁴⁷ L'opposition au concept de genre est désormais devenue à la fois un signifiant vide de sens («empty signifier»)⁴⁸ et un ciment symbolique («symbolic glue»)⁴⁹ qui rassemble des protagonistes aux idées parfois opposées, mais qui se retrouvent dans la défense d'un ordre binaire de la société. Du Vatican aux régimes populistes, en passant par des groupuscules d'extrême droite, le discours contre le genre cristallise les peurs sociales et le ressentiment.⁵⁰

Les fortes oppositions auxquelles se heurtent les différentes mesures adoptées ou proposées en faveur du langage et de l'écriture inclusive ces vingt dernières années représentent un exemple très parlant de la manière dont les oppositions au concept de genre et aux revendications féministes peuvent réunir des groupes d'acteurs a priori très distincts, comme le montre le débat proposé par Dorothée Beck pour le cas de l'Allemagne. Dans sa contribution, l'autrice met en évidence que les partis démocratiques bourgeois (CDU et CSU) et l'extrême droite

(AfD), habituellement opposés, se rejoignent en effet dans une lutte commune contre le langage inclusif, même si des arguments différents sont mobilisés.

L'antiféminisme en Suisse

Il nous faut encore revenir sur quelques spécificités du cas suisse, sur lequel porte la majeure partie des contributions de ce numéro, qui s'expliquent en partie par le fait que le suffrage féminin y cristallise plus longtemps qu'ailleurs les revendications féministes et antiféministes. L'illustration que nous avons choisie comme couverture pour ce numéro témoigne de la longue accaparation par les hommes du pouvoir politique, les femmes n'obtenant le droit de vote et d'éligibilité sur le plan fédéral qu'en 1971.⁵¹ Cette photographie, prise à la Landsgemeinde de Hundwil dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures par Jürg Hassler en 1967 – et que nous commentons de manière plus approfondie sur le site internet de la revue⁵² – rappelle que ce sont les hommes qui, à tous les échelons de l'État, se sont longtemps opposés aux droits politiques des femmes. Certaines femmes n'ont toutefois pas été en reste avec des associations féminines particulièrement visibles dans le combat antisuffragiste.⁵³ Comme mentionné précédemment, après 1971, les antiféministes suisses s'emparent, comme ailleurs, des enjeux relatifs au droit de la famille et aux droits sexuels et reproductifs.⁵⁴ Objet de plusieurs réformes entre 1972 et 2000, le droit de la famille devient le principal combat des antiféministes. Il s'agit bien d'une réaction aux mouvements féministes qui soulignent alors le caractère politique de la sphère privée, comme l'analysent Sarah Probst et Celestina Widmer dans leur contribution dans ce numéro sur le référendum de 1985 relatif à la réforme du droit matrimonial. Entrée en vigueur en 1988, l'égalité des conjoint·e·s dans le mariage se heurte toutefois encore à une conception très patriarcale de l'union conjugale jusqu'en 2000, qui marque un tournant avec l'abandon du «divorce pour faute». Aurore Müller et Marta Roca y Escoda révèlent dans leur article – qui paraît hors dossier, mais dont les résonances avec le thème de l'antiféminisme sont frappantes – à quel point la violence contre les femmes reste alors dans une large mesure socialement acceptée. Or c'est bien ce modèle de soumission des femmes à leurs époux que défendent les antiféministes. Cette subordination passe également par le contrôle du corps des femmes, cheval de bataille des féministes dès les années 1970. En analysant plus spécifiquement les alliances qui se nouent autour des débats liés à l'avortement, Stéphanie Jungo souligne dans ce numéro l'importance du ressentiment qui anime les opposants à un changement social considéré comme néfaste pour la société, mais surtout pour les hommes. La défense des priviléges masculins se joue en effet sur ces

deux tableaux qui sont liés, comme le démontre encore l'article de Laura Bernasconi et Audrey Bonvin. Les chercheuses soulignent les mécanismes conjoints qui mobilisent tant les opposant·e·s au droit à l'avortement que les défenseurs des pères qui regrettent la perte de pouvoir des chefs de famille.

Le cas helvétique permet enfin de souligner une nouvelle fois que l'opposition aux droits des femmes et, plus généralement, à toutes les personnes qui transgressent l'ordre de genre, transcende les clivages politiques. À cet égard, l'antiféminisme s'appuie de plus en plus fréquemment sur l'idée d'une «égalité-déjà-là» qui permet de décrédibiliser des combats féministes vus comme dépassés, inutiles ou extrémistes. Ce discours post-féministe fait le jeu de l'antiféminisme.⁵⁵ Il en va ainsi de l'Alliance de sociétés féminines, principale organisation faîtière des femmes en Suisse, fondée en 1900 et rebaptisée alliance F en 1999. Comme le montre le portrait réalisé pour ce numéro par Zoé Seuret, qui se concentre sur le «tournant bourgeois» de l'association depuis les années 1970, cette dernière affirme de plus en plus une conception libérale de l'égalité, prenant des distances explicites avec les mobilisations féministes plus progressistes. Bien que l'Alliance ne s'inscrive pas à proprement parler dans la mouvance antiféministe, ce portrait permet de souligner les effets de cette rhétorique qui décrédibilise les luttes féministes. Il rappelle par ailleurs la nécessité de poursuivre, plus largement, les recherches sur les liens entre l'antiféminisme et l'économie capitaliste, notamment dans le contexte néolibéral.⁵⁶ À cet égard, la contribution d'Hadrien Buclin ouvre des pistes de recherche très intéressantes sur l'antiféminisme au sein du patronat suisse, en montrant la manière dont ce dernier s'est fortement mobilisé, dès les années 1990, contre l'introduction d'une assurance maternité en Suisse, considérée comme une loi féministe à combattre.

Vers une intersectionnalité des haines

Si l'antiféminisme dit bien sûr beaucoup de choses sur les rapports entre les sexes, il est, plus largement, un puissant révélateur des anxiétés contemporaines,⁵⁷ et l'histoire de l'antiféminisme est aussi celle de la peur du changement. Il n'est ainsi pas étonnant que celui-ci se conjugue fréquemment avec d'autres formes de haines. Les féministes afro-américaines ont attiré depuis longtemps l'attention sur la nécessité de prendre en compte la manière dont les différentes formes d'oppression – de genre, de race et de classe, notamment – s'articulent entre elles,⁵⁸ et d'adopter pour ce faire une approche intersectionnelle.⁵⁹ Une telle approche est également féconde lorsque l'antiféminisme se conjugue avec d'autres formes de haine comme le racisme, l'homophobie, l'is-

lamophobie ou l’antisémitisme – ce que plusieurs chercheur·euse·s ont désigné comme une «intersectionnalité des haines».⁶⁰

Très tôt, l'historienne Shulamit Volkov a souligné que le principe de «l'altérité» avait une fonction constitutive et stabilisatrice pour la société bourgeoise.⁶¹ À l'inverse, et donc paradoxalement, les débats antisémites et antiféministes qui s'intensifient et s'enchevêtrent à la fin du XIX^e siècle peuvent également être compris comme une résistance face au projet bourgeois de modernité et ses idéaux d'égalité et de liberté issus des Lumières – un défi qui persiste encore aujourd’hui. En se penchant sur l’Empire allemand autour de 1900, l'historienne Ute Planert a montré que l'antiféminisme et l'antisémitisme n'avaient pas seulement des similitudes programmatiques, mais qu'ils étaient également étroitement liés tant au niveau des personnes que des organisations.⁶²

L'extrême droite a toujours été fondamentalement patriarcale, quels que soient ses courants,⁶³ et c'est en son sein qu'on trouve «la forme la plus virulente d'antiféminisme».⁶⁴ En France, l'Action française fustige ainsi dès le début du XX^e siècle aussi bien les juifs, les francs-maçons, les étrangers, les communistes et les féministes, tenu·e·s pour responsables de ce qui est perçu comme la décadence de la nation.⁶⁵ Plus récemment, des personnalités comme Alain Soral en France produisent également une rhétorique marquée par une intersectionnalité des haines, où l'antiféminisme se conjugue avec des propos ouvertement antisémites, islamophobes et homophobes, comme le montre la contribution de Chrystèle Bayon dans ce numéro.⁶⁶ Aux États-Unis, la présidence de Trump et ses dérives quotidiennes sur les réseaux sociaux ont offert une nouvelle légitimité à l'antiféminisme d'extrême droite. Selon l'auteur et journaliste afro-américain Rembert Browne, le candidat Républicain aurait remporté son premier mandat de président en rendant la haine intersectionnelle.⁶⁷

Si les antiféministes sont principalement des hommes, il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'antiféminisme parmi les femmes. Nous avons déjà mentionné les opposantes suisses au droit de vote, qui étaient loin de représenter une exception.⁶⁸ L'exemple le plus flagrant et virulent se trouve cependant, à nouveau, au sein des militantes d'extrême droite. La politiste et historienne Magali Della Sudda, dont l'ouvrage est recensé dans le présent numéro, a ainsi brossé le portrait de ces nouvelles militantes de droite qui ont émergé en France à partir des années 2010, comme les Antigones, nées d'une «insurrection contre les Femen» et opposées aux théories du genre et au «sextrémisme».⁶⁹ De son côté, la sociologue Sara Farris utilise le concept de fémonationalisme pour désigner la manière dont les revendications féministes ont parfois été récupérées à des fins racistes et anti-immigration.⁷⁰

Comme Hedwig Dohm l'avait déjà dévoilé il y a plus de cent ans, parmi les nombreux clichés véhiculés par l'antiféminisme figure par ailleurs en bonne

place l'idée selon laquelle les femmes n'aiment pas les hommes – quand bien même le féminisme n'a jamais été fondé sur la haine des hommes, contrairement à l'antiféminisme qui puise fréquemment dans la misogynie.⁷¹ L'antiféminisme est en outre fréquemment associé à la lesbophobie,⁷² comme l'illustre ici l'analyse de Marie Spang qui porte sur les réactions à une manifestation féministe à Fribourg en 1978. Elle montre ainsi que la procession catholique organisée à la suite du défilé des militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF) met l'accent sur le lesbianisme des manifestantes, un péché aux yeux des fondamentalistes catholiques. Il faut cependant rappeler que ces clichés antiféministes se retrouvent dans un large éventail politique et ne sont de loin pas réductibles à l'extrême droite ou au catholicisme. S'il s'exprime souvent de manière moins violente, l'antiféminisme de la droite libérale, mais aussi de la gauche⁷³ – même si ce dernier reste moins étudié – a des impacts très concrets sur les droits des femmes.

Poursuivre la recherche (et la résistance)

Comme nous l'avons déjà souligné, la recherche sur l'antiféminisme fait elle-même l'objet des attaques antiféministes. Ce numéro défend donc tout autant une cause scientifique que féministe. Les différents articles qu'il contient contribuent à alimenter la recherche foisonnante sur l'antiféminisme, plus particulièrement en ce qui concerne la seconde partie du XX^e siècle. Ils font par ailleurs émerger de nombreuses pistes de recherche qui restent largement inexplorées. Le *desideratum* peut-être le plus central concerne la matrice heuristique du féminisme et de l'antiféminisme, forgée vers 1900 par les féministes en Europe. Même si associer féminisme et antiféminisme, mouvement et contre-mouvement, est une approche productive, elle reste limitée dans l'espace et dans le temps. Or, comme nous l'avons déjà souligné, l'histoire de l'antiféminisme s'inscrit dans le temps long. Si l'antiféminisme de la fin du XIX^e siècle est bien documenté, les périodes antérieures restent beaucoup moins étudiées sous cet angle: dans quelle mesure le concept d'antiféminisme peut-il être mobilisé pour les époques qui précèdent l'émergence du terme? Comment s'exprime-t-il et se distingue-t-il de la misogynie? Plusieurs études montrent que le concept de féminisme s'avère également fécond pour les périodes qui précèdent son émergence comme mouvement politique dans l'Europe du XIX^e siècle.⁷⁴ Il peut donc en aller de même pour l'antiféminisme, comme en atteste la démarche pionnière de l'économiste Michèle Pujol, qui traquait au début des années 1990 déjà le féminisme et l'antiféminisme dans l'économie politique classique britannique en partant d'Adam Smith.⁷⁵

Les recherches futures devront également investiguer dans quelle mesure l'antiféminisme est un phénomène global. Là encore, les recherches récentes sur les féminismes dans les pays du «Sud global» nous incitent à décentrer un regard qui s'est largement porté sur le monde occidental.⁷⁶ Dans cette perspective, plusieurs chercheur·euse·s et militant·e·s africain·e·s et afrodescendant·e·s ouvrent par exemple des pistes de réflexion très stimulantes sur l'héritage colonial de l'antiféminisme. Pour l'historienne Rose Ndengue, les dynamiques de l'anti-genre et de l'antiféminisme présentes en Afrique sont en partie «des dynamiques occidentales», dans le sens où «la manière dont les femmes étaient vues et construites en Occident a été importée par le fait colonial, qui a continué d'être nourri par les Africain·e·s».⁷⁷ Elle souligne par ailleurs les enjeux relatifs à l'application de concepts occidentaux à des aires non-occidentales et rappelle qu'en Europe, l'anti-genre, notamment, se combine souvent au racisme, alors qu'en Afrique la situation se configurer différemment, ce qui l'amène à interroger «le caractère globalisant du terme anti-genre».⁷⁸ Le constat s'applique également à la question de l'antiféminisme et incite donc à mobiliser ces concepts, selon elle, avec prudence. Deux ouvrages collectifs récemment parus, *Transnational Anti-Gender Politics. Feminist Solidarity in Times of Global Attacks* (2024) et *Global Contestations of Gender Rights* (2022) recensés dans ce numéro, relèvent le défi pour montrer que plusieurs centres de réaction à la question du genre apparaissent simultanément dans le monde et invitent à affiner le cadre d'analyse.⁷⁹

Face à l'ampleur de l'antiféminisme et à la manière dont il se reconfigure constamment, il apparaît donc nécessaire de poursuivre la recherche sur le sujet, mais aussi de penser les différentes formes de résistance à lui opposer. Comme le soulignent Mélissa Blais et Debbie Ging dans un récent entretien accordé à la revue *Nouvelles questions féministes*, dont le dernier numéro est également consacré à l'antiféminisme, il faut continuer à croire dans la force du collectif et de l'éducation. À cet égard, ce volume de *traverse* participe à diffuser des connaissances dont nous avons plus que jamais besoin. À l'instar du récent livre de la journaliste Salomé Saqué *Résister*, sur (et contre) la montée de l'extrême droite en France, il espère ainsi apporter sa contribution à «l'édifice de résistances plurielles, qu'il nous faut inventer et consolider».⁸⁰

Stéphanie Ginalska, Pauline Milani, Matthias Ruoss

Notes

- 1 Susan Faludi, *Backlash. The Undeclared War Against Women* [1991], New York 2006.
- 2 Parmi les premières études fondatrices du champ, citons pour l'Allemagne Ute Planert, *Antifeminismus im Kaiserreich. Diskurs, soziale Formation und politische Mentalität*, Göttingen 1998; et pour la France, l'ouvrage issu d'un colloque organisé par Christine Bard en 1997: Christine Bard (éd.), *Un siècle d'antiféminisme*, Paris 1999.
- 3 Melissa Blais et al., *Bibliographie sur l'antiféminisme*, mise à jour 2022, https://reqef.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/05/biblio_reqef_antifeminisme.pdf (12. 6. 2025).
- 4 Iris von Roten, *Femmes sous surveillance* [1958], Lausanne 2021, 22.
- 5 Marion Näser-Lather, «Academics against Gender Studies: Science populism as part of an authoritarian anti-feminist hegemony project», *Kvinder, Køn & Forskning* 2 (2020), 77–84, <https://doi.org/10.7146/kkf.v29i2.124901> (24. 6. 2025).
- 6 Francis Dupuis-Déri, *Panique à l'université. Rectitude politique, woke et autres menaces imaginaires*, Montréal 2022.
- 7 Christine Bard, «Pour une histoire des antiféminismes», in Bard (voir note 2), 21–37, ici 22.
- 8 Michèle Perrot, «Préface», in Bard (voir note 2), 7–20, ici 8.
- 9 Christine Bard, «Les antiféminismes de la première vague», in Bard (voir note 2), 41–67, ici 41.
- 10 Valère Faneau, *Du féminisme et de l'infantilisme chez les tuberculeux*, thèse de doctorat en médecine, Paris 1871.
- 11 Karen Offen, *European Feminisms, 1700–1950. A Political History*, Stanford 2000, 183.
- 12 Jeanne Chauvin, «Féminisme et antiféminisme», *La revue blanche*, décembre 1897, 321–325.
- 13 Hedwig Dohm, *Die Antifeministen. Ein Buch der Verteidigung*, Berlin 1902. Voir aussi Susanne Maurer, «Hedwig Dohms ‹Die Antifeministen›», *Aus Politik und Zeitgeschichte* 17 (2018), 40–46.
- 14 Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, «Les études sur l'antiféminisme. Commentaire sur la nouvelle édition de la *Bibliographie sur l'antiféminisme*», in Blais et al. (voir note 3), 4–19.
- 15 Christine Bard, «À contre-vagues», in Christine Bard, Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri (éd.), *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, Paris 2019, 7–49, ici 11; Ève-Marie Lampron, «Liberté, fraternité, masculinité: les discours masculinistes contemporains du Québec et la perception des femmes dans la France révolutionnaire», in Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri (éd.), *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué*, Montréal 2008, 33–54.
- 16 Sara Garbagnoli, «L'hérésie des «féministes du genre»: genèse et enjeux de l'antiféminisme «antigenre» du Vatican», in Diane Lamoureux, Francis Dupuis-Déri (éd.), *Les antiféminismes. Analyse d'un discours réactionnaire*, Montréal 2015, 107–128.
- 17 Jane Mansbridge, Shauna L. Shames, «Toward a Theory of Backlash: Dynamic Resistance and the Central Role of Power», *Politics & Gender* 4 (2008), 623–634, ici 630.
- 18 Blais/Dupuis-Déri (voir note 14), 18; Jordi Bonet-Martí, «Los antifeminismos como contramovimiento: una revisión bibliográfica de las principales perspectivas teóricas y de los debates actuales», *Teknokultura. Revista de Cultura Digital y Movimientos Sociales* 18/1 (2021), 61–71, <https://doi.org/10.5209/tekn.71303> (24. 6. 2025).
- 19 Lucy Delap, *Feminisms. A Global History*, Chicago 2020.
- 20 Blais/Dupuis-Déri (voir note 14), 7.
- 21 Anne-Marie Devreux, Diane Lamoureux, «Les antiféminismes: une nébuleuse aux manifestations tangibles», *Cahiers du Genre* 52/1 (2012), 7–22.
- 22 Bard/Blais/Dupuis-Déri (éd.) (voir note 15).
- 23 Bard (voir note 7), 22.
- 24 Blais/Dupuis-Déri (voir note 14), 7.
- 25 Jennifer L. Holland, *Tiny You. A Western History of the Anti-Abortion Movement*, Berkeley 2020.

- 26 Francis Dupuis-Déri, «L'antiféminisme d'État», *Lien social et Politiques* 69 (2013), 163–180.
- 27 Édouard Leport, *Les papas en danger? Des pères à l'assaut des droits des femmes*, Paris 2022.
- 28 Helen Chenut, «Anti-feminist Caricature in France: Politics, Satire and Public Opinion, 1890–1914», *Modern & Contemporary France* 20/4 (2012), 437–452, <https://doi.org/10.1080/09639489.2012.720433> (24. 6. 2025); Lauren Alex O'Hagan, «Contesting Women's Right to Vote: Anti-Suffrage Postcards in Edwardian Britain», *Visual Culture in Britain* 21/3 (2020), 330–362, <https://doi.org/10.1080/14714787.2020.1827971> (24. 6. 2025); Detlef Münch, *Die weibliche Gefahr. Antifeminismus in der frühen deutschen Science Fiction und utopischen Karikatur, 1861–1916*, Dortmund 2024.
- 29 Maxime Dafaure, «Memes, trolls and the manosphere: mapping the manifold expressions of antifeminism and misogyny online», *European Journal of English Studies* 26/2 (2022), 236–254, <https://doi.org/10.1080/13825577.2022.2091299> (24. 6. 2025).
- 30 Mélissa Blais, *L'attentat antiféministe de Polytechnique. Une mémoire collective en transformation*, Saint-Laurent 2024.
- 31 Susan B. Boyd, «Demonizing Mothers: Fathers' Rights Discourses in Child Custody Law Reform Processes», *Journal of the Motherhood Initiative for Research and Community Involvement* 6/1 (2004), 52–74.
- 32 Elena Waldspuehl, «Cybersurveiller et cyberharceler les féministes jusqu'à l'épuisement comme stratégie d'action des réseaux antiféministes en France et au Québec», *Revue française des sciences de l'information et de la communication* 28 (2024), <https://doi.org/10.4000/11ubm> (26. 2. 2025).
- 33 Ging Debbie, Siapera Eugenia, *Gender Hate Online. Understanding the New Anti-Feminism*, Cham 2019.
- 34 Francis Dupuis-Déri, «Le «masculinisme»: une histoire politique du mot (en anglais et en français)», *Recherches féministes* 22/2 (2010), 97–123, <https://doi.org/10.7202/039213ar> (24. 6. 2025); Carlier Denis, *Le masculinisme en France, 1870–1945. Usages féministes et antiféministes d'un terme et de ses variantes*, thèse de doctorat en cours sous la direction de Christine Bard (Université d'Angers) et Francis Dupuis-Déri (Université du Québec à Montréal).
- 35 Francis Dupuis-Déri, *La crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace*, Montréal 2018.
- 36 Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, «Masculinism and the Antifeminist Countermovement», *Social Movement Studies* 11/1 (2011), 21–39, <https://doi.org/10.1080/14742837.2012.640532> (24. 6. 2025); Blais/Dupuis-Déri (voir note 15); Andreas Kemper, *Die Maskulisten. Organisierter Antifeminismus im deutschsprachigen Raum*, Münster 2012.
- 37 Theresa M. Iker, *Before the Red Pill. The Men's Rights Movement and American Politics, 1960–2005*, Thèse de doctorat, Stanford University 2023.
- 38 Francine Descarries, «L'antiféminisme «ordinaire»», *Recherches féministes* 18/2 (2005), 137–151, <https://doi.org/10.7202/012421ar> (24. 6. 2025).
- 39 Lucy Delap, «Feminist and anti-feminist encounters in Edwardian Britain», *Historical Research* 78/201 (2005), 377–399.
- 40 Linda Nicholson, «Feminism in «Waves»: Useful Metaphor or Not?», *New Politics* XII/4 (2010), 34–39, https://newpol.org/issue_post/feminism-waves-useful-metaphor-or-not (17. 6. 2025).
- 41 Planert (voir note 2); Delap (voir note 39).
- 42 Florence Rochefort, «L'antiféminisme: une rhétorique réactionnaire?», in Bard (voir note 2), 133–147.
- 43 Karin Hausen, «Warum Männer Frauen zur Wissenschaft nicht zulassen wollten», in: Helga Nowotny (éd.), *Wie männlich ist die Wissenschaft?*, Frankfurt/Main 1986, 31–40; Beatrix Messmer, *Staatsbürgerinnen ohne Stimmrecht: Die Politik der schweizerischen Frauenverbände 1914–1971*, Zürich 2007, 150–156.
- 44 Claire Sorin, «L'antiféminisme des femmes aux États-Unis, symptôme d'une Amérique illibérale? Le cas de WomenAgainstFeminism.com», 20 & 21. *Revue d'histoire* 153/1 (2022), 49–63, <https://doi.org/10.3917/vin.153.0049> (24. 6. 2025).

- 45 Judith Butler, *Qui a peur du genre?*, Paris 2024; Sara Garbagnoli, Massimo Prearo, *La croisade «anti-genre» du Vatican aux manifs pour tous* (Petite encyclopédie critique), Paris 2017; Roman Kuhar, David Paternotte (éd.), *Campagnes anti-genre en Europe. Des mobilisations contre l'égalité*, Lyon 2018 (SXS sexualités), <https://books.openedition.org/pul/27735> (24. 6. 2025).
- 46 Judith Goetz, Stefanie Mayer, *Global Perspectives on Anti-Feminism. Far-Right and Religious Attacks on Equality and Diversity*, Edinburgh 2023.
- 47 Andrea Pető, «Feminist Stories from an Illiberal State: Revoking the License to Teach Gender Studies in Hungary at a University in Exile (CEU)», in Katharina Bluhm et al. (éd.), *Gender and Power in Eastern Europe. Changing Concepts of Femininity and Masculinity in Power Relations, Societies and Political Orders in Transition*, Cham 2021, 35–44, <https://doi.org/10.1007/978-3-030-53130-0> (24. 6. 2025).
- 48 Birgit Sauer, «Anti-feministische Mobilisierung in Europa. Kampf um eine neue politische Hegemonie?», *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft* 13 (2019), 339–352, ici 342.
- 49 Eszter Kováts, Pöim Maari, *Gender as Symbolic Glue. The Position and Role of Conservative and Far Right Parties in the Anti-Gender Mobilizations in Europe*, Budapest 2015, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/budapest/11382.pdf> (24. 6. 2025).
- 50 Sonja A. Strube et al. (éd.), *Anti-Genderismus in Europa. Allianzen von Rechtspopulismus und religiösem Fundamentalismus. Mobilisierung – Vernetzung – Transformation*, Bielefeld 2021, <https://doi.org/10.14361/9783839453155> (24. 6. 2025); Garbagnoli/Prearo (voir note 45).
- 51 Brigitte Studer, *La conquête d'un droit. Le suffrage féminin en Suisse (1848–1971)*, Neuchâtel 2020.
- 52 <https://revue-traverse.ch/highlight/highlight-3-2025/>.
- 53 Urs Hafner, Noemi Crain Merz, «Als die Apologetinnen der Männerrepublik die Gretchenfrage der Demokratie stellten: Zur Politik der Gegnerinnen des Frauenstimmrechts in der Schweiz, 1919–1971», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 72/1 (2022), 40–54, <https://doi.org/10.24894/2296-6013.00096> (24. 6. 2025); Daniel A. Furter, «Die umgekehrten Suffragetten». *Die Gegnerinnen des Frauenstimmrechts in der Schweiz von 1958–1971*, Mémoire de licence non publié, Université de Berne 2003, https://furter.net/downloads/Lizentiat_Die_Gegnerinnen_des_Frauenstimmrechts.pdf (24. 6. 2025).
- 54 Pauline Milani, «Lutter contre les excès de l'émancipation des femmes: La reconfiguration des forces antiféministes au tournant de 1971», in Katrin Meyer, Yunna Skliarova, Stephanie Pfenniger Tuchschmid (éd.), *Remembering Women's Suffrage and Redefining Democracy. Critical Feminist Interventions*, Zurich 2024, 67–88.
- 55 Francis Dupuis-Déri, «Postféminisme et antiféminisme», in Diane Lamoureux, Francis Dupuis-Déri (éd.), *Les antiféminismes. Analyse d'un discours réactionnaire*, Montréal 2015, 129–148.
- 56 Blais/Dupuis-Déri (voir note 14), 18.
- 57 Perrot (voir note 8), 19; Bard (voir note 7), 26.
- 58 Angela Davis, *Women, Race and Class*, New York 1983.
- 59 Kimberlé W. Crenshaw, «Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics», *University of Chicago Legal Forum* 1 (1989), 139–167, <http://chicagounbound.uchicago.edu/uclf/vol1989/iss1/8> (12. 6. 2025).
- 60 Par exemple Sara Matthews, Nathan Rambukkana, «Editorial: The Intersectionality of Hate», *Atlantis Journal* 39/1 (2018), 41–43; Christine Bard, «L'antiféminisme dans l'hebdomadaire d'extrême droite Minute ou l'intersectionnalité des haines (1990–2015)», in Bard/Blais/Dupuis-Déri (voir note 15), 167–203.
- 61 Shulamit Volkov, *Das jüdische Projekt der Moderne*, München 2001, 62–81.
- 62 Planert (voir note 2), 17.
- 63 Perrot (voir note 8), 16.
- 64 Bard (voir note 7), 29.
- 65 Bard (voir note 9), 56.
- 66 Liselotte Homering et al. (éd.), *Antisemitismus – Antifeminismus. Ausgrenzungsstrategien im*

19. und 20. Jahrhundert, Roßdorf 2019; Franziska Schutzbach, *Die Rhetorik der Rechten. Rechtspopulistische Diskursstrategien im Überblick*, Zürich 2018.
- 67 Rembert Browne, «How Trump made hate intersectional», *New York Magazine. Intelligencer*, 9. 11. 2016, <https://nymag.com/intelligencer/2016/11/how-trump-made-hate-intersectional.html> (29. 7. 2025).
- 68 Voir par exemple Julia Bush, *Women Against the Vote. Female Anti-Suffragism in Britain*, Oxford 2009.
- 69 Marie Labussière, «Le féminisme comme «héritage à dépasser»: Les Antigones, un militarisme féminin à la frontière de l'espace de la cause des femmes», *Genre, sexualité & société* 18 (2017), <https://doi.org/10.4000/gss.4087> (18. 2. 2025); Les Antigones, «Manifeste des Antigones», s. d., <https://lesantigones.fr/manifeste-antigones> (10. 6. 2025).
- 70 Sara R. Farris, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Feminationalism*, Durham 2017.
- 71 Bard (voir note 7), 25, 27.
- 72 Sheila Jeffreys, «Sex Reform and Anti-feminism in the 1920s», in The London Feminist History Group (éd.), *The Sexual Dynamics of History. Men's Power, Women's Resistance*, London 1983, 177–202; Christine Bard, «Toutes des lesbiennes?» Antiféminisme et lesbophobie, une complicité à l'épreuve du temps», in Line Chamberland, Caroline Désy, Lori Saint-Martin (dir.), *Féminismes et luttes contre l'homophobie. De l'apprentissage à la subversion des codes? Actes du colloque tenu à l'Acfas en mai 2014. Les Cahiers de l'IREF*, Montréal 2016, 7–21.
- 73 Francis Dupuis-Déri, «Proudhon, un anarchiste misogyne et antiféministe, ou comment interpréter l'incohérence d'un auteur célèbre?», in Bard/Blais/Dupuis-Déri (voir note 15), 79–113.
- 74 Voir par exemple Séverine Auffret, *Une histoire du féminisme. De l'Antiquité grecque à nos jours*, Paris 2022.
- 75 Michèle A. Pujol, *Feminism and Anti-Feminism in Early Economic Thought*, Aldershot 1992.
- 76 Voir l'état de la recherche mentionné dans Blais/Dupuis-Déri (voir note 14), 18.
- 77 Entretien avec Patrick Awondo, Rose Ndengue, Fatou Sow, réalisé par Emmanuel Bouilly et Marième N'Diaye, «Étudier l'anti-genre en Afrique: un phénomène social orphelin d'un concept, vraiment?», *Politique africaine* 168/4 (2022), 115–133, ici 127, <https://doi.org/10.3917/polaf.168.0115> (13. 6. 2025).
- 78 Awondo et al. (voir note 77), 118.
- 79 Aiko Holvikivi, Billy Holzberg, Tomás Ojeda (éd.), *Transnational Anti-Gender Politics. Feminist Solidarity in Times of Global Attacks*, Cham 2024; Alexandra Scheele, Julia Roth, Heide-marie Winkel (éd.), *Global Contestations of Gender Rights*, Bielefeld 2022.
- 80 Salomé Saqué, *Résister*, Paris 2024.